

Note sur une diplomatie climatique française, La production et la consommation de carbone

Nous vivons dans 5km d'atmosphère respirable quelque part dans l'immensité de l'univers.

Le changement climatique est planétaire, son traitement ne saurait ignorer sa dimension internationale. En rester à des COP, indispensables, a montré ses limites : au rythme d'émission carbone actuel, l'humanité déclenchera les 2°C de réchauffement de l'atmosphère au début des années 2030.

L'humanité est dans une course de vitesse avec un phénomène physique dont elle est la cause et dont les conséquences vont plus vite que sa capacité à évoluer.

De fait, l'intelligence collective de l'humanité est prise de vitesse.

Cette date imminente, planétaire, renvoie paradoxalement à l'initiative locale :

- Nous achetons nos émissions carbone avec notre argent.
2 milliards d'humains solvables, répartis dans 200 pays sur la planète, émettent 80% des gaz à effet de serre. Ils l'achètent avec leur budget familial, d'entrepreneur ou d'élus.
Ces familles disposent de plus de 4 à 8 euros par jour et par personne, 4 euros selon l'ONU, 8 selon un grand cabinet de consultant qui travaille pour les multinationales.
Il n'y a pas de marché sans acheteur, solvable. 100% du PIB.
- Décentralisée sur les territoires et potentiellement massive, l'initiative locale est à la hauteur des enjeux climatiques. La vitesse de prise de décision locale est son atout décisif.
Les acteurs locaux peuvent s'y engager parce qu'elle est désirable ; les solutions locales issues du Grenelle de l'environnement montrent l'ampleur des co-bénéfices sociaux, économiques, écologiques : pouvoir d'achat, compétitivité, pouvoir de vivre, emploi, santé, compétences, réduction des inégalités, nouvelle forme de démocratie dans l'action sont au rendez-vous, dans le plaisir de vivre. Encore faut-il les mettre en évidence.
- Dans la course de vitesse contre le changement climatique, l'initiative locale est fractale : elle est d'autant plus efficiente qu'elle est organisée autour d'un objectif partagé, aux différentes échelles de gouvernement des territoires : de la maison à la planète.

A l'échelle de la planète, par défaut de gouvernement mondial, organiser une coopération climatique internationale n'est pas une option mais une décision vitale comme l'ont montré les histoires des peuples qui ont choisi le chacun pour soi, face aux périls.

Et ce dans le duel engagé entre les Etats-Unis et la Chine ; avec les dégâts que tout citoyen peut constater chaque jour dans une économie et des réseaux sociaux mondialisés.

La raison d'être d'une coopération climatique est de construire une vision partagée, avec des instruments de mesure pour agir et ainsi faire converger les décisions de 2+6 milliards d'humains sans se coordonner, dans une stratégie outillée, opérationnelle, mise en œuvre dans le plaisir de vivre.

Le soft power y tient toute sa place, au tempo près, à accélérer : il est vital d'organiser un cadre pour muscler les acteurs locaux au niveau européen, dans la francophonie, à l'international.

La France des droits de l'homme, de Pasteur et de la COP de Paris a une carte à jouer, à l'effet plus que proportionnel au nombre de sa population et à son rang de puissance mondiale.

Plus encore avec l'Europe et sa place particulière dans les régions du monde.

La diplomatie française a un rôle à jouer déterminant.

Jean-Michel Vincent

PJ Coopérer autrement, comment ?

Coopérer autrement, comment ?

I- Les fondements d'une diplomatie climatique désirable

Dans le paysage réglementaire international, les quotas et le marché carbone comme la taxe carbone aux frontières européennes sont inefficients, au moins faute de vision partagée.

C'est pourquoi un projet de société désirable est apparu indispensable lors des premiers développements de la territorialisation du Grenelle de l'environnement de 2007.

Les familles, les entreprises, les élus locaux en sont les décideurs et les acteurs.

Vu des acteurs locaux, solvables, acheteurs de 80% des émissions carbone de la planète, pourquoi avons-nous intérêt à nous y engager ?

- Parce que nous faisons tous partie de la biodiversité et nous en dépendons, ne serait-ce que pour notre prochain repas.
- Parce que nous pouvons choisir d'arrêter le gâchis de pétrole, du soleil concentré, pour cesser de faire de l'air, l'eau et la terre des poubelles qui nous empoisonnent, pour ramener nos biens communs à la vie ;
- Parce que nous avons les connaissances, le pouvoir et l'argent pour choisir d'acheter de la nourriture, des biens, des énergies et des services renouvelables, pour choisir de développer des projets qui les fabriquent, ensemble, là où nous vivons, là où nous pouvons en décider.

Sans oublier les 6 autres milliards d'êtres humains, guerres pour les ressources et immigration obligent, à défaut de solidarité.

Une stratégie outillée, opérationnelle, de la maison à l'Europe est l'instrument premier de cet engagement. Elle se résume à « compter carbone et agir ».

- Le comptage des émissions carbone construit progressivement une vision partageable et fait converger les prises de décision à 2 milliards, sans instance de coordination planétaire.
- L'action locale en mode projet en est la clé.

Fractale, cette stratégie est structurée par les échelles territoriales.

Elle est en particulier aujourd'hui détaillée de la commune à l'Europe dans [un pack municipal](#), sur un mode consensuel et rassembleur, indispensable.

Vu de l'Etat français, l'accélération de la mise en œuvre de cette stratégie demande une ingénierie publique, tiers de confiance pour permettre aux acteurs locaux de passer les murs techniques et financiers de l'action locale et des prêts à taux zéro pour leur permettre d'éliminer la barrière du temps de retour sur investissement.

- L'ingénierie publique tiers de confiance peut être organisée à moyens quasi constants avec les personnels des intercommunalités à l'Etat en passant par les universités et les associations. Des briques existent dans tous ces secteurs, en particulier dans les outils et solutions, mais aujourd'hui sans interaction organisée ni langage adapté au plus grand nombre.
- L'Europe peut créer des prêts à taux zéro pour les projets rentables, gagés sur des actifs comme les logements et qui réduisent fortement nos émissions. Un emprunt de l'Europe à 2%, pour financer ces prêts à taux zéro coûte cinquante fois moins qu'une subvention annuelle du montant de l'emprunt contracté. Il permet de prêter aux Etats lesquels prêtent à due concurrence, sans endettement supplémentaire donc. Avec le dispositif de contrôle d'une subvention.

Les cobénéfices sociaux, économiques et écologiques de cette stratégie sont désirables. L'effet de masse peut être atteint dans le temps qui reste.

Cette stratégie opérationnelle, outillée de la maison à la France est d'autant plus intéressante qu'elle peut être transposée en Europe et à l'international, enrichie par des outils et solutions construits ailleurs. Sans oublier les 6 autres milliards d'êtres humains.

La diplomatie française en est par nature le connaisseur et le vecteur international.

II- Objectif, démarche et rôle d'une diplomatie climatique désirable.

L'objectif est de développer et organiser à l'échelle internationale un outil stratégique simple, utilisable par le plus grand nombre d'acteurs locaux, de l'enrichir et de le partager pour coopérer.

La démarche se résume à une diplomatie climatique territorialisée, positionnée sur la diffusion de l'intelligence collective nationale, son enrichissement par des échanges sur des stratégies, des outils de mesure et des solutions territoriales étrangères ; à identifier dans 6 champs d'actions : nourriture-agriculture, déplacements, bâtiments, énergies, biodiversité et éducation populaire-formation dans l'action locale. L'approche est systémique et stratégique, à partir de ce qui existe.

Post Grenelle de l'environnement, la direction régionale Île-de-France du ministère en charge de l'écologie a développé un tel outil stratégique dont puissent s'emparer les acteurs locaux, dans leur diversité.

Validé par l'association des maires Île-de-France, son cœur est un double tableau de bord territoire-projet structuré comme celui d'un groupe industriel : enjeux, lignes d'action, indicateurs de résultat, en nombre limité. Le-la maire, garant-e des biens communs, y endosse le rôle du PDG.

Développé dans la gouvernance à 5, Etat-élus-entreprises syndicats-associations, sa construction a mobilisé progressivement des dizaines de milliers d'acteurs locaux et nationaux.

L'outil a été généralisé à la France à la demande du ministère et de l'Afnor, puis son développement a été interrompu. Selon une enquête de la direction en question menée quelques années après sa sortie, il a été utilisé par la moitié des décideurs en la matière, avant de disparaître.

Documenté, il a continué à être développé en mode associatif pour aboutir à la stratégie opérationnelle outillée décrite dans le pack municipal. Construite à partir d'outils de mesure conçus pour les acteurs locaux les plus nombreux, elle est faite de solutions abouties. Adaptables si nécessaire, reproductibles elles sont à prise de décision locale, de la maison à la région. 20 des solutions sélectionnées en 5 ans aux 4 coins de la France diviseraient par deux l'empreinte carbone nationale si elles étaient généralisées.

L'intelligence collective ainsi construite permet d'identifier et valider les propositions d'action clé d'une diplomatie climatique adossée à la France, ses acteurs, ses ressources, ses outils et ses solutions.

Le rôle d'une telle diplomatie climatique dans le temps qui reste, est alors de permettre :

- D'aboutir à des bases de données et des informations fiables, à l'international de la planète à l'Etat, au national de l'Etat à la maison ; avec des données et des informations en nombre limité pour être accessibles, organisées pour que les acteurs locaux puissent s'en servir et mises à leur disposition gratuitement.

Exemple à forte efficacité, un indicateur global de biodiversité a été inventé en Île-de-France avec le Museum National d'Histoire Naturelle. A destination des acteurs locaux, il place le maire en tête, en responsabilité sur le Plan Local d'Urbanisme communal. Efficace, le commissariat général au développement durable a voulu offrir cet indicateur stratégique à l'ONU. La situation politique a coupé court à sa généralisation à la France. Documenté, son développement peut être repris.

- De recueillir à l'Europe et à l'international des outils maniables et des solutions concrètes à prise de décision locale, abouties, adaptables si nécessaire et reproductibles ; désirables.

Exemples Français, pris dans le pack municipal : un tableur carbone familial conduit à des économies de quelques 5000 euros par an pour une famille au revenu médian. Une solution de production d'énergie renouvelable a la particularité de ne pas être intermittente. Un entrepreneur a mis au point un isolant thermique à base de carton recyclé.

A noter qu'à l'étranger, certaines solutions locales ont été développées à l'échelle d'un Etat Indien.

- D'en faire des outils partagés de coopération pratique, de développement humain, sociaux, économiques et écologiques. Avec des acteurs comme l'AFD ou le C40 et bien d'autres.

Compter carbone et agir : 2 milliards d'humains, répartis dans tous les pays, peuvent arrêter d'acheter le changement climatique, les destructions et les guerres pour les ressources qu'il provoque ; et reconstruire un monde tenu en respect de nos biens communs et de la biodiversité qui y vit, tous humains inclus.

Ils en ont le pouvoir, les connaissances et l'argent, dans les 5 km d'épaisseur d'atmosphère terrestre respirable, quelque part dans l'immensité de l'univers.